

Von der Generalversammlung der G.e.P. am 4. Sept. im Schloss Chillon am Genfersee

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Bauzeitung**

Band (Jahr): **111/112 (1938)**

Heft 27

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-49969>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

INHALT: Von der Generalversammlung der G. E. P. — Die alte Kirche von Romainmôtier. — Feuersicherheit von Stahlskelettbauten. — Mitteilungen: Berechnung der Schornsteinschnitte für Kesselanlagen von Sammelheizungen. Italienische Erddampf-Kraftwerke. Betriebserfahrungen mit Elektro-Strahlungsheizung. Reiseindrücke in den Vereinigten

Staaten. — Wettbewerbe: Um- und Neubauten der Zürcher Kantonalbank. — Nekrologe: Charles-Eduard Guillaume. Hans Behn-Eschenburg. Benjamin Recordon. — Mitteilungen der Vereine.

Dieser Nummer ist das Inhalts-Verzeichnis von Band 112 beigelegt.

Band 112

Der S. I. A. ist für den Inhalt des redaktionellen Teils seiner Vereinsorgane nicht verantwortlich
Nachdruck von Text oder Abbildungen ist nur mit Zustimmung der Redaktion und nur mit genauer Quellenangabe gestattet

Nr. 27

Von der Generalversammlung der G. E. P.

am 4. Sept. im Schloss Chillon am Genfersee

Die vorliegende «Schaltnummer» 27 widmen wir der Berichterstattung über die diesjährige, im Welschland abgehaltene kameradschaftliche Tagung der Gesellschaft Ehemaliger Studierender der E. T. H. in Lausanne und im alterwürdigen Schloss Chillon. Der Landesgand gemäss hielt unser Ehrenmitglied, Schulratspräsident Prof. Dr. h. c. A. Rohn, seine Festansprache französisch. Wegen ihres, im heute zu Ende gehenden, so ereignisreichen Jahre 1938 für uns Schweizer romanischer wie deutscher Zunge besonders beherzigenswerten Inhalts sei sie hier vorangestellt, gleichsam als Sylvesterbetrachtung von bleibendem Wert.

Red.
Messieurs les Conseillers d'Etat,
Monsieur le Président,
Chers Collègues,

Le Comité de notre Association m'a suggéré de traiter ici «quelques problèmes actuels». Le programme de cette Assemblée générale vous informe que je serai bref; ce sera le cas, car je tiens surtout à être bien compris. Votre Comité — si j'ai bien saisi le sens de son appel — estime qu'à l'heure actuelle il est plus nécessaire que jamais de serrer les rangs et d'examiner ce qui pourrait être fait en vue de mieux assurer encore cette «unité helvétique» quelque peu abstraite, puisque elle est toute faite de diversités. Nos Assemblées générales sont consacrées essentiellement au culte de l'amitié. Mes paroles ne feront pas exception à cette règle. L'«amitié», en faveur de laquelle la G. E. P. a été créée, doit en effet tout particulièrement unir dans une tâche confédérale les ressortissants de la seule Ecole qui dépende de l'ensemble de notre pays.

Nous sommes tous, à titres divers, des constructeurs. Nous devrions appliquer les lois qui régissent notre travail journalier, non seulement aux matériaux, mais aussi — au sens spirituel du mot — au développement constructif de notre pays, développement modeste mais continu, adapté à sa constitution et aux nécessités des temps. Les lois de la nature que nous appliquons exigent de nous une vision réelle des choses. Je voudrais traiter de même les problèmes spirituels que l'heure présente nous pose.

Les ingénieurs doivent du reste s'intéresser tout spécialement à la situation actuelle, car ils en portent partiellement la responsabilité. Si d'une part le développement industriel et les grandes inventions des dernières décades ont amélioré le bien-être humain, il est certain qu'ils ont aussi posé des problèmes nouveaux et ardues à toute législation politique, économique et sociale. Ils ont rendu la guerre beaucoup plus meurtrière, ils ont développé à l'excès aussi la défense des intérêts matériels des groupements économiques. Le problème social se pose sur un plan nouveau.

Votre Comité a sans doute estimé opportun de laisser traiter l'«oeuvre de liaison» entre Confédérés, à laquelle mes paroles sont consacrées, à l'occasion de cette Réunion en Suisse romande, où un certain «malaise» s'est fait sentir ces derniers temps, et ceci soit à propos du code pénal fédéral, soit au sujet des programmes financiers et économiques de la Confédération. Ce malaise a occasionné à nouveau des débats sur le sens fédéraliste de notre constitution et sur les tendances centralisatrices de quelques grands cantons de la Suisse allemande. Les difficultés économiques et l'incertitude de notre époque ont certes contribué à créer cet état d'esprit. Le malaise économique est peut-être du même ordre de grandeur que la crise du fédéralisme.

Mes chers Collègues,

A Zurich on me considère comme Genevois, à Genève comme Zurichois. Etant foncièrement optimiste, je n'ai pas tiré de ce fait la conclusion que je n'étais à ma place ni à Zurich ni à Genève, mais bien au contraire que je faisais partie du trop petit nombre de Confédérés, privilégiés du fait qu'ils connaissent bien les diverses parties de notre pays. C'est dans cet esprit que je m'adresse à vous.

Je viens de parler d'optimisme; — c'est la croyance, qui seule permet d'aller de l'avant avec courage — mais il va de

soi qu'un ingénieur ne connaît que l'optimisme à fondations solides. Il doit même, comme dans toute construction rationnelle, envisager ces fondations avec pessimisme. C'est ainsi qu'il nous faut envisager aujourd'hui notre tâche avant de nous y vouer avec succès.

Nous désirons en Suisse poursuivre dans l'atmosphère d'une forte démocratie et dans un esprit de liberté, conscient cependant des limites qu'imposent le droit et le devoir, le développement de nos institutions. Nous n'admettons pas que l'Etranger s'immisce dans nos problèmes; dans ce même esprit nous devrions moins en général nous immiscer dans les problèmes étrangers, chaque peuple étant du reste avant tout le produit des conditions spéciales de son sol. L'essentiel aujourd'hui pour nous est de nous occuper de nous-mêmes, de renforcer l'unité de notre pays, d'assurer au mieux notre résistance tant au point de vue militaire que spirituel.

Je voudrais toutefois tirer quelques conclusions de faits historiques d'ordre international en tant qu'ils nous permettent de mieux juger le présent et l'avenir de notre pays. Je pense en premier lieu à la disparition de l'Autriche comme état indépendant. Il est certain qu'il n'existe aucun terme de comparaison entre la situation interne de l'Autriche avant l'«Anschluss», celle de la Tchécoslovaquie actuellement et celle de notre pays. On a toutefois beaucoup, trop à mon avis, parlé de «malaise» chez nous. On a créé ainsi à l'Etranger des impressions qui ne correspondent en rien à la réalité, car il est évident que les faits positifs avancés pour expliquer ce malaise sont — envisagés dans le cadre des problèmes qui divisent l'Europe — de bien peu d'importance. Il est surprenant même que nous ayons le temps et le désir de prolonger des discussions de ce genre alors que des problèmes constructifs exigent toute notre attention. N'oublions pas d'autre part que tout problème politique comporte aujourd'hui un côté «interne» et un côté «externe».

Je voudrais ici rendre hommage aux efforts d'un Vaudois, M. Henry Vallotton, Vice-Président du Conseil national, qui en mars dernier dans ses publications parues sous le titre «Confédérés et Romands» et «Un plan d'action» a traité ce problème avec beaucoup de compréhension, de bienveillance, et de bonhomie même, comme il convient dans le cas particulier. Je rappelle les conclusions de M. Henry Vallotton: Un Etat, dit-il, ne peut plus compter actuellement que sur ses propres forces. Il doit être uni à l'intérieur pour pouvoir résister à l'extérieur; cette union ne s'improvise pas à l'heure du danger, elle doit être réalisée déjà en période de paix. Nous souscrivons sans doute tous à ces conclusions et nous désirons tous agir dans ce sens, avec modestie, courage et fierté.

La situation géographique de notre pays, placé entre des Etats germains et latins, ainsi que son développement historique expliquent sans autres sa constitution politique si spéciale. Il est évident que les diverses parties de notre pays liées en particulier par leur langue aux pays voisins devaient se développer dans un sens adéquat à leurs conditions spéciales. Seul un système politique démocratique et fédéraliste peut, dans ces conditions, assurer la collaboration cordiale et vivante des diverses régions du pays. Le fédéralisme représente la grande force morale «interne» de notre pays. Pour en maintenir vivants les principes essentiels il est nécessaire que la Suisse allemande tienne compte constamment du fait que nos Confédérés de langue française et italienne ne représentent qu'un quart de notre population. Il s'agira toujours dans une Confédération bien ordonnée de convaincre et non pas de majoriser, ce qui conduira toujours à prévoir des concessions spéciales en faveur de nos concitoyens de la Suisse romande et italienne.

Voici à mon avis la vision «interne» des choses. Je voudrais les envisager en second lieu au point de vue «externe».

Pour l'Etranger nos diversités apparaissent comme faiblesses. J'ai lu récemment dans un journal du dehors qu'un peuple qui parle quatre langues ne saurait jamais constituer une nation, c. à d. un ensemble de vitalité suffisante. Il est certain que l'Etranger comprendra toujours difficilement la nation spirituelle de la nationalité suisse, ancrée plus ou moins dans la topographie et la stabilité de nos Alpes.

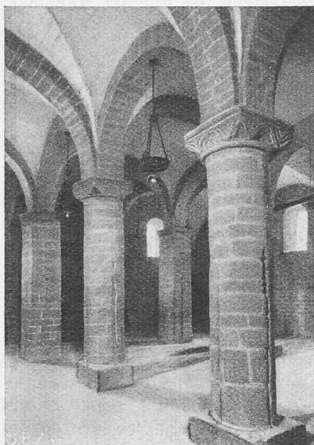


Abb. 5. Obergeschoss der westlichen Vorkirche, angebaut um 1100

Il s'agit en toutes choses de prouver que le peuple suisse aux diversités si accentuées est toutefois apte du fait de ses vieilles expériences, de la stabilité de ses conceptions politiques et tout en respectant la liberté de chacun, à créer une «ambiance helvétique» homogène et unie. Vis-à-vis de l'unification absolue, réalisée dans les états autoritaires, la création d'une mentalité favorisant le travail en commun, s'impose toutefois chez nous aussi. Dans ces états le droit et le devoir du citoyen sont identiques. Dans d'autres pays l'unité nécessaire est handicapée par une forte liaison du droit politique et du droit social. Je conçois à côté de ces systèmes politiques une «unité helvétique» assurant notre vitalité vis-à-vis

de l'Etranger, unité basée sur un effort continu et bienveillant d'entente, soit dans le domaine politique, économique ou social. Cet effort tendra constamment à convaincre et non à imposer.

Il s'agit de concilier la notion du fédéralisme propre à notre pays avec la volonté de constituer, d'accord avec cette notion une «mentalité helvétique», cherchant sans apreté à faire comprendre aux diverses parties de notre pays les nécessités et les besoins de ses autres régions. Nous vivons trop, tous, à l'abri des frontières spirituelles de nos langues et de nos cantons. Quel est le Zurichois qui lira journellement à côté de sa feuille locale un quotidien de la Suisse romande? Quel est le citoyen Vaudois qui à côté de la Revue ou de la Gazette de Lausanne lira régulièrement — en partie du moins — la Nouvelle Gazette de Zurich?

A plus d'une reprise j'ai cherché, mais en vain, à préparer l'appel à notre Ecole fédérale d'un spécialiste éminent de la Suisse romande — il s'agit en particulier du Canton de Vaud. On invoqua soit une connaissance insuffisante de la langue allemande, soit le désir de ne pas quitter les sites enchanteurs de ces rives du Léman pour ne pas donner suite à cet appel.

Nos diverses langues nationales représentent l'une de nos grandes forces morales en tant que nous cherchons constamment à nous entendre malgré cette diversité. C'est la difficulté de cette exigence qui en fait la grandeur morale.

Il faudrait exiger en premier lieu des journalistes qu'ils s'astreignent avant d'écrire un article traitant de quelque malaise à bien s'orienter au sujet d'autres appréciations du même problème, et ceci soit par la lecture des journaux d'autres parties du pays, ou mieux encore par des contacts personnels. D'une façon générale il faut établir beaucoup plus de liaisons entre Confédérés. Chacun doit sortir des limites étroites de sa petite patrie — où tout le monde est plus ou moins d'accord — pour mieux comprendre les vues et les impressions des Confédérés d'autres Cantons. De nombreux problèmes politiques, économiques et sociaux se posent différemment en Suisse alémanique, en Suisse romande et au Tessin. Les influences venant de l'Etranger y sont aussi très différentes. L'agriculture et l'industrie connaissent des besoins divergents. La lutte des classes — heureusement apaisée dans notre industrie — ne pourra être modérée que par une large compréhension du droit social. Tous ces problèmes ne peuvent être résolus que par une prise de contact suivie entre Confédérés de mentalités et de langues diverses et représentant des intérêts divergents.

Nous savons par ailleurs tous que notre activité dans tous les domaines ne peut être fructueuse que si elle est consacrée à une production de haute qualité. Là aussi il faut coordonner les efforts des diverses parties de notre pays en vue d'un travail rationnel.

*

Permettez-moi pour terminer de vous mettre au courant des efforts de l'Ecole polytechnique fédérale en faveur du développement de cette «mentalité helvétique» dont je vous ai entretenu.

Après divers cours analogues, tenus ces hivers derniers, notre Ecole priera des hommes de premier plan de traiter cet hiver, sous le titre: «Die Schweiz im heutigen Europa» l'adaptation de notre pays à la situation internationale. Depuis l'hiver



Abb. 4. Mittelschiff von Romainmôtier, im heutigen Zustand

dernier notre Ecole organise des cycles de conférences tendant à mieux lier le Tessin et sa langue au reste de notre pays.

Ces jours derniers l'Ecole polytechnique a conclu avec le Département de l'Instruction publique du Canton de Vaud une Convention relative à l'équivalence des examens propédeutiques passés soit à l'Ecole fédérale, soit à l'Ecole d'Ingénieurs à Lausanne. Nous espérons, avant tout, par cette Convention faciliter dès leurs études aux futurs ingénieurs, originaires de la Suisse alémanique ou de la Suisse romande, une prise de contact avec l'autre partie du pays. Dans cet esprit cette Convention débute en ces termes: «Dans le but de donner aux élèves-ingénieurs l'occasion d'apprendre à mieux connaître notre pays, les facilités suivantes sont prévues . . . etc.»

Avec l'assentiment des Pouvoirs fédéraux et cantonaux intéressés, nous avons en outre entrepris ces derniers temps des démarches en vue de rattacher le Laboratoire d'essai des matériaux de l'Ecole d'Ingénieurs de Lausanne au Laboratoire fédéral d'essai des matériaux. Ce dernier s'est déjà décentralisé, il possède une subdivision à St-Gall; nous espérons que celle de Lausanne suivra bientôt.

Dans sa modeste sphère l'Ecole polytechnique cherche ainsi à contribuer à l'oeuvre d'union.

Mes chers Collègues,

Nous aimons à critiquer, souvent avec exagération; c'est, pensons-nous, une manifestation de l'indépendance du citoyen d'une vieille démocratie. Cet esprit ne gêne guère l'activité de nos gouvernants en temps normal. Aujourd'hui toutefois les temps sont exceptionnels. Nous devons être conscients des responsabilités internes et externes que nous encourons par chacun de nos actes.

Nous sommes tous convaincus que parmi tous les régimes politiques possibles seule notre constitution fédérale permet de réaliser nos aspirations, conséquence de la topographie de notre pays. Inspirons-nous constamment de cette idée en plaçant les opinions et les divergences de détail au second rang.

J'espère, mes chers Collègues, que mon appel, adressé aux Anciens de l'Ecole polytechnique fédérale, sera tombé, puisque nous nous trouvons sur cette belle et fertile terre vaudoise, en terre féconde. Les ingénieurs, par leur activité multiple et décentralisée peuvent, pour une forte part, contribuer à l'oeuvre d'union et de liaison spirituelle, qui pour notre pays représente aujourd'hui un devoir du même ordre que la préparation de sa défense nationale.